

Canada a laissé partir chaque jour plus de citoyens qu'il n'en a accueillis. Pour cette période, je crois que le nombre des immigrants est inférieur à 1,000 par semaine et que le nombre de ceux qui fuient notre pays est bien plus considérable.

Je ne pourrais aller jusqu'à préconiser un programme d'immigration à pleines portes. Sans doute suis-je député depuis trop longtemps car il fut un temps où je préconisais un tel programme, mais aujourd'hui, je pense que nous devons accueillir les immigrants seulement à mesure que l'économie peut les absorber. Nous devons avoir un programme d'immigration bien conçu afin de savoir où les immigrants s'établissent et vers quelles industries nous voulons les orienter. Pour moi, même les agriculteurs seraient bien déçus si le gouvernement décidait de faire venir des cultivateurs des quatre coins du monde pour les établir sur des terres vierges où ils pourraient contribuer à pousser la production agricole vers de nouveaux sommets.

On nous a toujours accusés, nous, c'est-à-dire le Nouveau parti démocratique et l'ancien PSD, de sympathiser avec les milieux ouvriers. On nous taxe aussi d'association étroite avec les cultivateurs, et certains prétendent que ces deux milieux ne peuvent se mêler l'un à l'autre, qu'ils sont comme l'huile et l'eau. Je proposerai à ces gens de consulter le mémoire qu'a adressé le syndicat des cultivateurs au gouvernement les 19 et 20 novembre 1962, lors de la conférence agricole entre le gouvernement fédéral et les provinces. J'ai déjà mentionné que de l'avis du syndicat, les deux principaux éléments déterminant la demande de produits agricoles sont la population et le revenu, et ils signalent ce qui suit:

Il s'ensuit que les mesures tendant à relever les paliers de revenu modeste serviront à augmenter la demande de produits alimentaires. Il faut citer parmi ces mesures: le plein emploi, les lois relatives au salaire minimum, des dégrèvements plus élevés pour l'impôt sur le revenu, l'augmentation des pensions de vieillesse, l'assurance-soins médicaux et hospitalisation, y compris des prestations en cas de maladie, l'indemnisation des travailleurs en cas d'accident, et les prestations de chômage.

En réponse aux critiques voulant que les cultivateurs et les ouvriers ne puissent s'entendre, je dirais qu'aucun groupe ouvrier n'aurait pu rédiger un mémoire comportant des propositions plus pratiques et raisonnables afin de relever le revenu des paliers inférieurs au Canada. C'est là un point qu'il y a lieu d'examiner sérieusement. Il est inexact qu'il y ait, comme l'a dit le ministre maintes fois, un grand secteur de notre économie—il s'agit, dans ce cas, du groupe ouvrier—qui s'oppose aux subventions et à l'aide consenties aux cultivateurs. Ceux-ci entretiennent d'étroits rapports avec les habitants des villes

[M. Peters.]

et les travailleurs des usines, alors que ces derniers sont en relations étroites avec leurs parents et amis à la campagne. Quiconque prétend que ces deux secteurs de notre population sont opposés, n'est pas sincère, et j'estime qu'il faudra encore approfondir la question avant de terminer le débat.

Je serais heureux de voir un député d'une région agricole signaler les cas où il estime que les propositions recommandées par le syndicat des cultivateurs porteraient préjudice à l'agriculture et ne favoriseraient pas l'augmentation du revenu des cultivateurs en relevant celui des paliers inférieurs du travail.

Le mémoire ajoute:

L'accroissement rapide de la population entraîne l'augmentation proportionnelle de la demande de produits agricoles. Nous tenons à signaler qu'à diverses reprises, nous avons insisté pour qu'on adopte une politique d'immigration de grande envergure et bien conçue, qui serait la première condition de l'essor de notre économie. Du point de vue de la population—nous l'avons déjà dit maintes fois—le Canada est un pays insuffisamment développé. D'ailleurs, cet état de choses retarde non seulement l'expansion de notre agriculture, mais aussi celle de nos industries secondaires.

Cette attitude est bien plus judicieuse que celle qu'a présentée ce matin le Crédit social et qui visait deux objectifs; le premier intéressant le régime alimentaire et le second, l'impression d'un plus grand nombre de billets de banque afin que tout le monde possède plus d'argent et puisse consommer davantage. Je n'ai pas beaucoup d'argent et je représente sans doute un important secteur de l'économie. J'absorbe plus d'aliments que je ne le devrais, et je pense qu'il en va de même pour bien des gens. Pour accroître la consommation de denrées alimentaires, il nous faut, non pas manger davantage, mais augmenter notre population. La suralimentation est l'un des problèmes de l'hémisphère occidental. Pour vous en convaincre, monsieur le président, vous n'avez qu'à jeter un coup d'œil autour de vous à la Chambre.

On a aussi déclaré ce matin que nous devrions émettre un plus grand nombre de billets de banque, et qu'il ne serait pas nécessaire pour cela, d'avoir recours à la planification. Je suis d'avis contraire. D'autre part, on nous accuse de préconiser la planification et on prétend que notre régime aboutirait à l'établissement de fermes collectives. L'insinuation est tout à fait évidente. Cette déclaration est vraiment peu honnête, car nous avons déjà des fermes collectives, issues de la libre entreprise. Le gouvernement et ceux qui élaborent les plans n'y sont pour rien. C'est le résultat de cette formule très simple qu'est l'intégration verticale. C'est le phénomène de la propriété conjointe, mettant en